

**STOP LGV
POUR
LES TRANSPORTS DU QUOTIDIEN**

OUI

**À L'AMÉLIORATION, À LA RÉNOVATION ET À L'EXTENSION
DES TRANSPORTS DU QUOTIDIEN**

OUI

**À UN AVENIR FERROVIAIRE DE QUALITÉ
DANS LE CADRE DU SERVICE PUBLIC DE LA SNCF**

OUI

**À UN AVENIR PRÉSERVÉ
POUR VIVRE DÉCEMMENT APRÈS 60 ANS**

NON

À CES GRANDS PROJETS FERROVIAIRES !

**Et parce que nous sommes solidaires des cheminots
et de tous les autres salariés du privé et du public...**

NON C'EST NON

À LA RETRAITE À 64 ANS !

Pour en savoir plus : www.lgvnonmerci.fr

ne pas jeter sur la voie publique



Le collectif « **STOP LGV Bordeaux Métropole, Pour les transports du quotidien** » s'oppose à la réalisation de deux nouvelles Lignes à Grande Vitesse (LGV) : Bordeaux-Toulouse et Bordeaux-Dax **pour un budget de 14 milliards** d'euros (chiffre d'avant l'inflation) qui n'est toujours pas bouclé.

Les travaux de ce GPSO (Grand Projet ferroviaire du SUD-OUEST) devraient commencer, en principe, en 2023 et avec des conséquences négatives majeures sur la biodiversité des espaces traversés.

Ce projet est soutenu majoritairement par les élu.es des Régions Nouvelle Aquitaine (présidée par Alain Rousset) et Occitanie (Carole Delga), au mépris du refus d'une grande partie des citoyens.

Notre collectif s'associe à tous ceux de la région Aquitaine qui combattent ce Grand Projet Inutile (GPI), pour certains depuis 15 ans.

Le financement ?

Il repose sur une contribution de l'État, des 2 Régions et d'un apport de la Commission Transport de l'UE qui n'est toujours pas validé. En conséquence 2340 communes seront soumises à un impôt supplémentaire, dite « **taxe LGV** », avec un endettement sur 40 ans.

Aux dernières nouvelles, la branche vers Dax serait repoussée d'un... quinquennat. Sans parler de la prolongation vers Irun, jamais explicitée même dans ses grandes lignes. Qui plus est, l'UE libérale penche davantage pour un axe nord-sud passant par Montpellier, Perpignan, Barcelone et Madrid : Toulouse restera donc un cul-de-sac et Bordeaux-Dax-Espagne une vue de l'esprit !

« Oui à l'amélioration, à la rénovation et à l'extension des transports du quotidien ».

C'est le vœu formulé par 3 maires impactés par ces décisions non démocratiques : **les maires de Bordeaux, de Bayonne et d'Irun** ont en effet animé pour la première fois le 28 janvier dernier une mobilisation contre le projet et plus de 500 personnes ont alors défilé vers la Préfecture de Bordeaux pour protester contre la LGV.

Ensemble avec plusieurs collectifs de la région, nous avons exigé « **une nouvelle étude de faisabilité...via un cabinet indépendant** », étape indispensable pour démarrer les travaux dans les plus brefs délais, afin de moderniser les lignes qui assurent les liaisons quotidiennes, TER, INTERCITÉ, TGV et trains de marchandises.

Exemple de cette vétusté : dans le *Sud-Ouest* du 20 février, le Directeur Régional SNCF Voyageurs signale que « la caténaire qui dessert le sud de la région a 70 ans... » ! Retards, annulations : le taux de régularité moyen des TER (c'est-à-dire ceux qui arrivent à l'heure) est en baisse générale depuis 2021 : il est de 91 %, mais baisse encore à 84% vers Pau et Bayonne. Solution avancée : retarder les trains (donc rouler moins vite) pour qu'ils arrivent à temps... Au secours !

Quelles conséquences sur l'environnement ?

Ces voies ferrées accentuent l'**artificialisation des sols** et aggravent le **recul de la biodiversité** (destruction de 4500 hectares de zones naturelles et de 1500 hectares de zones agricoles), À aucun moment les promoteurs de ce projet hors d'âge ne prennent en compte les dégradations irréversibles infligées à l'espace naturel tout le long des nouvelles lignes.

La vallée du Ciron, au sud de Langon, serait traversée sur 70 km par cette déchirure du tissu naturel alors que c'est une forêt exceptionnelle de hêtres, vieille de 40000 ans, espace classé NATURA 2000 et zone humide à préserver ! C'est pourquoi l'association NINA (Ni Ici Ni Ailleurs) souhaite en faire une ZAD (c'est-à-dire une Zone À Défendre).

Certains nous accusent de prôner l'immobilisme. Rien n'est plus faux !

Nous soutenons des projets alternatifs de rénovation massive des voies existantes afin de faire circuler des trains à 220 km/h.

Notre collectif soutient un projet dont le coût évalué est compris dans une fourchette **de 4 à 7 milliards** d'euros. Ceci **au bénéfice du plus grand nombre**. Contre 14, destinés à satisfaire une petite minorité de voyageurs, pour un gain de 15 à 20 minutes seulement de temps gagné à Toulouse : et ce, à condition, bien sûr, de ne pas s'arrêter dans des nouvelles gares extérieures et excentrées, comme celles prévues pour Agen et Montauban...

Devant la carence des autorités régionales et étatiques à remplir leur rôle au service des usagers quotidiens, nous voyons parallèlement avec inquiétude apparaître des propositions de mettre des trains privés sur les rails publics, moyen d'accroître la confusion sur les horaires, les correspondances, les prix...

Le tronçon LGV Dax-Espagne de 90 km, très souvent évoqué comme allant de soi, n'a quant à lui aucun budget, ni tracé, ni accord des populations concernées.

Pour toutes ces raisons, nous sommes également solidaires des populations qui luttent pour obtenir la remise en service d'une ligne rapide et plus courte, Paris-Orléans-Limoges-Toulouse, dite **POLT**.